

## **Déclaration liminaire de la FSU 74 au CTSD du 28 janvier 2022 :**

Les grèves et manifestations de ce mois de janvier doivent alerter l'administration : les personnels hésitent entre colère et découragement devant l'abandon du service public de l'Education nationale, abandon collectif (moyens) et individuel (salaires). L'empilement des tâches et le renforcement des échelons intermédiaires sont peut-être efficaces à court terme mais cette politique est désastreuse sur la durée ; la crise conjointe du recrutement et des remplacements en témoigne.

Nous sommes ici pour travailler sur la répartition des moyens des enseignants, mais nous devons d'abord rappeler que c'est la situation de l'ensemble des personnels qui s'est encore dégradée. AED, AESH, médecine scolaire, orientation, agents ; tous font de leur mieux pour supporter la pénurie de moyens mais c'est l'ensemble de l'institution qui paraît un peu plus fragile chaque année. Le nombre de Vie Scolaire fermées le 13 ou le 27 janvier est un signal fort envoyé malgré le coût des jours de grève pour des personnels aussi mal payés.

Au niveau académique, le CTA a refusé l'attribution de moyens insuffisants.

Pour en venir à la répartition des moyens en Haute-Savoie.

- Nous ne pouvons pas nous réjouir de l'augmentation de la dotation de 252 heures puisqu'elle ne compense pas les heures perdues en 2021 (375) alors que les effectifs continuent à croître.
- Le taux d'HSA passe de 8,7 à 8,8 %.
- Enfin, comment expliquer la baisse de moyens en UPE2A (de 192 à 180 HP) ?

Concernant la répartition par établissement :

- Il est à nouveau curieux de voir une répartition en 4 catégories avec une catégorie sans aucun établissement.
- L'évolution du quotient e/d est contrastée mais les collèges avec des besoins particuliers, des difficultés ou des SEGPA, n'ont pas été favorisés : on notera les augmentations à Cluses, Ville-la-Grand, Rumilly ( de 25,1 à 26,8 au collège Le Clergeon !).

Si on peut espérer que la rentrée 2022 se fera sans crise sanitaire, nous regrettons qu'elle se fasse comme s'il n'y en avait pas eu, dans la continuité d'une politique contraire à l'intérêt collectif

Concernant les SEGPA, la FSU se réjouit enfin, après plusieurs demandes que tous les collèges avec un cursus complet puissent avoir un directeur ou une directrice adjointe de SEGPA.

L'ouverture de deux divisions dans la SEGPA de Rumilly est également une bonne nouvelle pour tous les élèves concernés qui vont pouvoir bénéficier d'un enseignement adapté.

La situation est par contre différente pour les ULIS. Leur nombre dans le département n'est encore pas suffisant ce qui engendre des effectifs élevés, bien au-dessus des 10 préconisés. Le faible nombre des AESH et leur mode de gestion mutualisé entraînent un saupoudrage de moyens déstabilisant aussi bien pour des enfants en situation de handicap que pour les adultes.

L'« inclusion » ne doit pas être un mot creux pour rassurer les parents.

Cet accompagnement est rendu encore plus difficile quand ces élèves cumulent cette situation avec des fragilités sociales comme c'est le cas dans les collèges en REP. C'est pourquoi la FSU demande une attention particulière pour ces dispositifs situés en éducation prioritaire en limitant les effectifs permettant ainsi un travail de lien avec les familles plus conséquent.

A propos des effectifs encore, la FSU s'interroge quant à la prise en compte de ces élèves dans les dotations globales. Des établissements nous signalent que les Ulis ne sont pas pris en compte dans le calcul des effectifs par niveau (collège Pays de Gavot et Lachenal de Faverges) et dans les documents préparatoires au CTSD, le calcul e/d est fait sans les ULIS ! Cela pourrait avoir pour conséquence de faire dépasser le seuil maximal d'effectif des classes et avoir ainsi des conséquences néfastes sur l'accueil de ces élèves et donc leur réussite.